

ARRÊTÉ PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

**Le maire de Châtillon-sur-Cluses,**

**Vu** la loi n° 82-213 en date du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**Vu** la loi n° 2004-809 en date du 13 août 2004 relatives aux libertés et responsabilités locales,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 3221-4,

**Vu** le Code de la Route et notamment son livre IV,

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment son article L 131-3,

**Vu** l'arrêté ministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié,

**Vu** la demande présentée en date du 25 juillet 2025, par la société CONSTRUCTEL, sise 1 rue Jean-Baptiste COROT 26800 Portes-Les-Valence pour réaliser des travaux de remplacement de poteaux téléphoniques Orange sur les routes de la commune.

**Considérant** que ces travaux sont de nature à empiéter sur la chaussée,

**Considérant** qu'il convient d'exécuter ces travaux dans les meilleures conditions de sécurité, tant pour les usagers de la route que pour l'entreprise.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** À partir du 25 août 2025 jusqu'au 11 octobre 2025 inclus, pour une durée de 30 jours, la société CONSTRUCTEL est autorisée à réaliser des travaux de remplacement de poteaux téléphoniques Orange sur les routes de la commune.

**ARTICLE 2 :** Les voies de circulation seront réduites au niveau du chantier. La circulation sera réduite à 30 km/h. Selon la largeur et l'emplacement la circulation sera alternée par des feux tricolores ou manuellement.

**ARTICLE 3 :** Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

**ARTICLE 4 :** La signalisation et le balisage du chantier seront assurés par la société CONSTRUCTEL.

**ARTICLE 5 :** Le pétitionnaire devra procéder à l'information des travaux auprès riverains.

**ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 7 :** Messieurs le maire et le capitaine de gendarmerie de Cluses-Scionzier, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les capitaines de la gendarmerie de Cluses-Scionzier, (bta.scionzier@gendarmerie.interieur.gouv.fr),
- Au groupement de la vallée Arve-Mont Blanc (cluses.prevision@sdis74.fr) pour la caserne des Sapeurs-Pompiers de Cluses,
- La société CONSTRUCTEL,

Fait à Châtillon-sur-Cluses, le 25 juillet 2025.

Le maire,

  
Cyril CATHELINÉAU

